BIBLIOGRAPHIE - SITOGRAPHIE
SUR LE THÈME DE LA LAÏCITÉ
Colloque du 11 décembre 2012
"La laïcité : un pilier pour construire un avenir commun ?"

Cette bibliographie n'a pas de visée exhaustive.
Les documents présentés sont consultables au **Centre de documentation de l'ORIV**.

LAÏCITE - GENERALITES - CONCEPTS...

BAUBEROT Jean, **La laïcité falsifiée**, Paris, La Découverte, 2012, 216 p. (Cahiers libres)
[… Il est donc urgent d'analyser, point par point, comment la laïcité peut être ainsi falsifiée et pourquoi on fait dire aussi facilement à la loi de Séparation de 1905 le contraire de ce qu'elle a réellement dit. C'est ce que fait Jean Baubérot dans cet essai enlevé, où, en historien et sociologue, il démonte avec minutie et rigueur les mécanismes de la "nouvelle laïcité". Il montre que, pour promouvoir la laïcité, il faut oser mettre en cause les structures dominantes de la société elle-même. Et il propose enfin un "programme républicain pour refonder la laïcité" et une libération des cléricalismes d'aujourd'hui, grâce à la recherche d'un art de vivre : la "laïcité intérieure".] (présentation éditeur).

BAUBEROT Jean, **Histoire de la laïcité en France**, Paris, PUF, 2010, 127 p., bibliogr. 2 p. (Que sais-je ? n° 3571)
Cet ouvrage retrace l'histoire de la laïcité en France de 1789 au début du XXIe siècle. "Confrontée aujourd'hui à la mondialisation et à la montée du communautarisme, la notion de laïcité est au cœur des grands débats actuels que cette approche historique met en perspective".

BAUBEROT Jean, **La laïcité en crise : une conquête toujours en devenir**, in *Informations Sociales*, n° 136, déc. 2006, pp. 48-59
L'auteur présente la laïcité comme un idéal et une valeur toujours en mouvement, dont les implications concrètes s'étendent à la vie quotidienne de chacun d'entre nous. Il résume "l'idéal laïque" par trois principes qui constituent son fondement idéal : le respect de la liberté de conscience et de sa pratique collective ; la non-domination de la religion sur l'Etat et sur la société ; L'égalité des religions et des convictions, sur le plan individuel et collectif.

BORNE Dominique, **La laïcité : Mémoire et exigences du présent**, in *Problèmes politiques et sociaux*, n° 917, octobre 2005, 120 p.
Ce dossier revient dans un premier temps sur les fondements de la laïcité française par le biais d'un retour historique. Il interroge ensuite la place de la laïcité dans l'Ecole Républicaine et la manière dont elle est vécue par les enseignants et les élèves. Il montre que face à l'évolution du paysage religieux, la laïcité est confrontée à une nouvelle donne. Pour finir, les auteurs procèdent à une comparaison avec d'autres pays européens, ce qui permettrait peut-être d'élaborer une conception plus ouverte de la laïcité.

CERF Martine, Directeur, HORWITZ Marc, Directeur, **Dictionnaire de la laïcité,** Paris, Armand Colin, 2011, 344 p.
Ce dictionnaire permet de mieux comprendre la laïcité en France et à travers le monde à travers notamment 240 définitions. Il a été dirigé par Martine Cerf et Marc Horwitz, tous deux membres de l'association EGALE (Egalité-Laïcité-Europe). Il est le fruit du travail d'une cinquantaine de chercheurs, d'historiens, de sociologues, d'avocats et de journalistes. Il se veut un "ouvrage engagé, qui défend l'idée que la laïcité est le ciment d'un bien-vivre ensemble et que le principe de séparation des Eglises et de l'Etat fait son chemin en Europe comme dans le monde du XXIème siècle."

CHAMPION Françoise, **La laïcité face aux affirmations identitaires**, in *Sciences Humaines*, hors-série, n° 39, déc. 2002 - janv.févr. 2003, pp. 12-13
L'auteur décrit l'évolution des rapports entre l'Eglise et l'Etat en France, de l'Ancien Régime à nos jours. Alors que la séparation de ces deux entités est aujourd'hui acquise, la laïcité continue à susciter des débats passionnés. "Elle doit, il est vrai, faire face à de nouveaux défis, comme la montée des revendications pour la reconnaissance d'identités communautaires".

Collectif**, Laïcité. Vivre ensemble,** in *Hommes et Libertés*, n° 158, juin 2012

Collectif, **Laïcité**, in *Hommes et Libertés*, n° 143, juillet-août-septembre 2008, pp. 32-57.
Ce dossier revient sur les enjeux politiques, philosophique et culturels de la dimension laïque de la République.

Collectif, **Réflexions sur la laïcité**, in *Migrations société*, vol. 16, n° 96, novembre-décembre 2004, pp. 15-216
Ce dossier est consacré à la laïcité. Les interrogations soulevées touchent presque exclusivement le cadre hexagonal. Il est fait état de la problématique du voile islamique, sa genèse, sa valeur de symbole, sa revendication, son traitement journalistique par le biais de l'étude de deux quotidiens nationaux français et aussi de l'extraordinaire charge émotionnelle qui pèse sur le débat. À l'aune de l'anniversaire de la promulgation de la loi française du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État, la question de la révision de son contenu est aussi mise en perspective.

Collectif, **Laïcité**, in *Hommes et Libertés*, n° 113-114, mars-juin 2001
La date marquante pour la laïcité, caractérisée par la séparation de l'Église et de l'État, est l'année 1905. À l'aube de son centenaire, cette question suscite et mobilise de nouveaux commentaires, liés bien naturellement aux mutations et aux évolutions de la société. Aussi, près d'une trentaine d'auteurs ont été mobilisés pour à la fois retourner aux origines, aux fondements de la laïcité, et en présenter ou en discuter les différents aspects aujourd'hui. Les défis sont multiples et consistent à distinguer ce qui est "public" de ce qui est "privé".

Collectif, **Intégration et laïcité**, in *Migrations Société*, vol. 12, n° 69-70, mai-août 2000, pp. 37-113
Ce dossier revient sur l'histoire de la laïcité, "élément identitaire de la société française", qui évolue et se transforme d'une manière permanente. En parallèle, il décrypte le lien entre intégration et laïcité. Ainsi, toutes les contributions de ce dossier vont dans le même sens : "la laïcité est et doit demeurer la règle du jeu de l'intégration, dès lors que sont acceptées les obligations de la loi commune et qu'en réciprocité, bien entendu, les droits qu'elle confère sont respectés".

Collectif, **Laïcité mode d'emploi**, in *Hommes et Migrations,* n° 1218, mars-avril 1999, 135 p.
Ce dossier interroge dans les termes et dans les pratiques le concept de laïcité. Après une clarification du concept, sont passés en revue la position des musulmans vis-à-vis de la "laïcité à la française", l'expérience de la laïcité turque dans le monde associatif turc en France, l'approche laïque et citoyenne dans la formation des enseignants d'aujourd'hui, le questionnement sur le foulard islamique et, de manière plus large, sur l'exhibition de signes religieux ostentatoires.

DUCOMTE, Jean-Michel, **La laïcité**, Toulouse, Milan, 2001, 63 p.
La laïcité est souvent présentée comme une singularité française. Après avoir rappelé les conditions d'émergence puis de développement de l'idée de laïcité, cet ouvrage s'attache à éclairer les raisons qui en font, plus que jamais, un instrument de concorde sociale.

EL-HAGGAR Nabil, **La laïcité ce précieux concept,** Paris, L'Harmattan, 2008. - 195 p. (Les rendez-vous d'Archimède)
Cet ouvrage reprend avec de nombreuses mises à jour, les travaux présentés lors d'une journée d'étude organisée, en novembre 2005, par l'Espace Culture de l'Université de Lille 1 sur le thème de la laïcité. Il propose un rappel historique de l'émergence du concept de laïcité et en parallèle pointe sa dimension profondément moderne. Il insiste sur "l'urgence de rétablir la laïcité comme pilier de la République" pour lutter contre les communautarismes et le confessionnalisme. Pour se faire, il faut réintroduire au sein de l'école et de l'université, la formation et l'instruction à la laïcité pour les enseignements et leurs élèves. Mais, pour que l'impact soit réel, il faut avant tout que les politiques portent et défendent ce concept et "n'en tolèrent pas son bafouement". En conclusion, les auteurs démontrent que "la laïcité internationale est une condition de la démocratie mondiale à venir".

HAARSCHER Guy, **La laïcité**, Paris, PUF, 1996, 127 p., bibliogr. 2 p. (Que sais-je ? n° 3129).
L'auteur s'attache à rappeler les grandes dates de la laïcité en France. Il évoque également les exceptions au droit commun de la laïcité, que sont l'Alsace et la Moselle, et aborde notamment l'affaire du "foulard islamique" et les rapports entre la laïcité et le communautarisme. Il nous présente également la laïcité dans certains pays de l'Union Européenne. Pour finir, il nous propose une analyse du concept de laïcité avec sa complexité et ses paradoxes.

MAFFESSOLI, Murielle, ORIV, **La laïcité : d'hier à aujourd'hui...**, in *Actualités sur...* n° 67, juin 2011, 4 p.
Ce zoom vise à rendre compte des textes qui fondent le principe de laïcité et à mettre en exergue la structuration de la réflexion institutionnelle actuelle sur ce sujet.

PENA-RUIZ Henri, **Culture, cultures, et laïcité,** in *Hommes et Migrations,* n°1259, février-mars 2006, pp. 6-16
La laïcité constitue le meilleur cadre pour accueillir les différences culturelles sans rien concéder à un quelconque pouvoir qui tendrait à remettre en cause la liberté individuelle.

PENA-RUIZ Henri, **Laïcité : principes et enjeux actuels**, in *Cités,* n° 18, 2004/2, pp. 63-75
Dans cet article, Henri Pena-Ruiz nous propose une définition synthétique du terme laïcité, "principe de droit politique". Il interroge également la place de la croyance religieuse dans un Etat laïc.

PORTIER Philippe, **L'Etat et la religion en France. Vers une laïcité de la reconnaissance ?** in *Regards sur l'actualité,* n°364, oct. 2010,
Dans cet entretien, l'auteur rappelle les fondements et la singularité du principe de laïcité en France. Ensuite, il définit la formule "laïcité de reconnaissance" : "concept analytique dont le propre est de décrire, le modèle de régulation de la croyance appliqué en France depuis une quarantaine d'années". La suite de l'entretien revient sur le projet de loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public.

LAÏCITE EN EUROPE ET AILLEURS

AKGÖNÜL Samim, (dir.), **Laïcité en débat : principes et représentations du concept de la laïcité en France et en Turquie**, Presses Universitaires de Strasbourg, 2008, 335 p.
Ce livre est issu d'un colloque franco-turc qui a eu lieu en mars 2005 à Strasbourg. Il réunit les textes de juristes, historiens, politologues et sociologues qui ont mis en exergue les différentes interprétations et les différents usages du concept de laïcité en France et en Turquie. Ces universitaires confrontent leurs savoirs et interprétations sur la laïcité, pour en dégager le sens et l'évolution, à la fois juridique, mais aussi sociétale et sociale. Il en ressort que la laïcité est avant tout un concept dynamique, dans le temps, car sa signification et son application ont évolué tout au long du 20ème siècle, mais aussi dans l'espace. Ce concept est en effet, en perpétuelle évolution en fonction des contextes politique, historique, sociologique et juridique d'un État.

BAUBEROT Jean, MILOT Micheline, **Laïcités sans frontières,** Paris, Seuil, 2011, 338 p. , bibliogr. 27 p. (La couleur des idées)
La laïcité est abordée dans cet ouvrage en tant que "mode d'organisation politique visant la protection de la liberté de conscience et l'égalité entre les citoyens". Les auteurs abordent sous l'angle sociologique les mutations religieuses et laïques en cours dans de nombreuses sociétés. Ils proposent un panorama général de l'histoire de la laïcité dans le monde, ce qui les conduit à dresser une typologie analytique de ce concept. L'impact de la laïcité sur la place des religions dans la sphère publique est présenté, ainsi qu'une clarification des notions de laïcité et de sécularisation. Une périodisation du processus de laïcisation selon trois seuils permet de montrer que celui-ci n'est pas linéaire. Pour finir, les auteurs effectuent un retour critique sur un certain nombre d'"idées reçues" sur la France, souvent présentée comme une référence en manière de laïcité, "pour le meilleur et pour le pire".

BERGER Vincent, **L'impartialité vue de Strasbourg,** in *Agenda interculturel,* n° 287, novembre 2010, pp. 20-21
La Convention européenne des droits de l'Homme ne définit pas ce qu'est la pensée, la conscience ou la religion. Cela laisse aux juges de la Cour européenne de Strasbourg un grand rôle d'interprétation pour les droits qui en découle. Des droits interdépendants nécessitant une délicate mise en équilibre. Les démocraties européennes ont opté pour des modèles différents : comment la jurisprudence traduit-elle le devoir de neutralité attendu de chaque Etat ? (Présentation éditeur)

MACLURE Jocelyn, TAYLOR Charles, **Laïcité & liberté de conscience,** Paris, La Découverte, 2010, 164 p.
Cet ouvrage propose une analyse conceptuelle des principes constitutifs de la laïcité comme mode de gouvernance. Il s'appui sur l'expérience du Québec. Pour les auteurs, les deux grandes finalités de la laïcité sont "le respect de l'égalité morale des individus et la protection de la liberté de conscience et de religion. C'est pourquoi la laïcité doit aujourd'hui se comprendre dans le cadre plus large de la diversité des croyances et des valeurs auxquelles adhèrent les citoyens".

WILLAIME Jean-Paul, **Europe à chacun sa laïcité**, in *Sciences Humaines*, n° 157, février 2005, pp. 18-23
L'auteur évoque plus particulièrement la place de la laïcité en France et dans trois pays importants de l'Union européenne : L'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie. Il montre que "dans la diversité des modèles européens, c'est bien souvent la reconnaissance des religions qui est au centre du principe de laïcité".

LAICITE AU QUOTIDIEN

Collectif, **Laïcité : les 100 ans d'une idée neuve – II. Culture(s), religion(s) et politique**, in *Hommes et migrations*, n°1259, février-mars 2006, 147 p.
Hommes et Migrations, toujours dans sa contribution au Centenaire de la loi de 1905, déclarant la séparation des églises et de l'État, présente son second numéro consacré à la laïcité cette fois-ci dans l'espace public (autre que l'école), du côté de la culture, du politique et du religieux.

EDUCATION

Collectif, **Les jeunes, le religieux et la laïcité**, in *Les Cahiers dynamiques,* n°54, novembre 2012
La question de la liberté religieuse et de la laïcité revient régulièrement sur le devant de la scène et interroge les professionnels de l'éducation dans leur pratique quotidienne. Cette question réapparue avec l'affaire du « foulard islamique » a suscité de vifs échanges. Un débat public a abouti à la loi du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics. Quels ont été ses effets ? Comment les principes de la laïcité et de la liberté religieuse sont-ils déclinés dans les différents établissements éducatifs ? Quelle place la religion, l'agnosticisme ou l'athéisme occupent-ils dans la construction identitaire des jeunes ? (Présentation éditeur)

Collectif, **Éducation et religion,** in *Diversité Ville-école-intégration* (VEI), n°142, septembre 2005, 195 p.
Dans ce numéro de la revue *Diversité*, des chercheurs en sciences sociales font part de leurs réflexions sur les questions concernant le retour en force du religieux dans la sphère publique et sur le rôle de l'éducation à cet égard. En France cette question s'est particulièrement manifestée à travers l'école et nombre de revendications se sont élevées sur les lacunes de l'institution et de l'État, notamment dans les quartiers les plus fragilisés. Aussi après quelques développements sur la nature, la place, la composante des religions majoritaires actuelles, les articles s'intéressent à la réalité de leur présence sur le terrain, "dans les quartiers au quotidien". Enfin une dernière partie revient sur le débat engagé à propos de l'enseignement du fait religieux à l'école et sur les formes modernes qu'il serait possible de lui donner.

Collectif, Laïcité. **Les 100 ans d'une idée neuve - I. À l'école**, in *Hommes et migrations,* n°1258, novembre-décembre 2005, 155 p.
Ce numéro de la revue *Hommes et migrations*, est publié en 2005, année du centenaire de la loi concernant la séparation de l'église et de l'État. Il s'intéresse plus particulièrement à la question de la prise en compte de la laïcité à l'école.

Conférence des Présidents d'Université, **Laïcité et enseignement supérieur : Guide**, septembre 2004, 26 p.
Ce guide à vocation à assister et aider les responsables d'établissements pour éviter non seulement l'apparition et la perpétuation de situations sociales difficiles, mais également le développement de contentieux et les jugements défavorables aux universités et grandes écoles. Il propose un recueil de la règlementation et de la jurisprudence nationale et européenne applicables en matière de laïcité à l'universalité.

Conférence des Présidents d'Université, **La laïcité à l'université - Actes de la Conférences des Présidents d'Université du 19 septembre 2003 à Paris**, 2004, 63 p.
Les Présidents d'Université se retrouvent confrontés au sein de leur établissement à un principe de laïcité de plus en plus fréquemment mis à mal et ils se retrouvent également pour certains désemparés face à des revendications communautaristes, le plus souvent à caractère religieux, d'un genre nouveau. Ce colloque organisé par la Commission "Vie de l'étudiant et questions sociales" de la Conférence des présidents d'Université, souhaitait engager une réflexion relative aux problèmes posés par la nature de ces demandes.

DEBRAY, Régis, **L'enseignement du fait religieux dans l'école laïque. Rapport à Monsieur le ministre de l'Éducation nationale,** Paris, Ministère de l'Education Nationale, 2002, 35 p.
Depuis l'institution de l'école républicaine, le fait religieux divise les Français. Elément de civilisation et lien qui structure l'humanité, il ne peut prétendre toutefois à s'ériger en discipline indépendante. Le rapport présente l'état des lieux de l'enseignement du fait religieux en France et tente de réexaminer la place à attribuer à cet enseignement. Le rapport énonce d'abord les attentes : il s'agit, au nom de la sauvegarde des humanités, de rendre possible la transmission des cultures religieuses. Puis il aborde la question des résistances face à ce qui peut être perçu comme une intrusion du religieux dans la sphère la laïque de l'éducation. L'auteur souligne ensuite les contraintes de l'enseignement du fait religieux dont l'efficacité peut être compromise par son irrégularité et par une approche trop banalisée. Le rapport tente de définir par la suite la notion de laïcité républicaine comme liberté de conscience et de culte mais surtout comme liberté d'intelligence, et voit dans l'enseignement du fait religieux une visée démocratique qui se doit d'être davantage équilibrée et distanciée, sans verser dans un scientisme naïf. Enfin, le rapport présente douze propositions.

ENTREPRISE

BOUZAR Dounia, BOUZAR Lylia, **Allah a-t-il sa place dans l'entreprise ?** Paris, Edition Albin Michel, 2009, 216 p.
Dans ce livre, les auteures souhaitent dresser un état des lieux sur la gestion de l'islam dans le monde du travail, à partir de leurs recueils de données dans de nombreuses grandes entreprises françaises. Leur étude fait ressortir que la diversité est présente de fait, mais qu'il y aurait "une laïcité à deux vitesses : il y a les musulmans et les autres". L'application de la laïcité par les managers va être différente selon la "catégorie" à laquelle appartient le salarié.

DONNARD Gaëlle, ORIV, **Expression du fait religieux au travail : entre liberté et discrimination,** in *Actualités sur...*, n° 71, décembre 2011 - janvier 2012, 4 p.
Si l'ensemble de la société s'est aujourd'hui sécularisé, il n'en demeure pas moins que les demandes d'aménagement liées à des pratiques religieuses (jeûne, prière, port de signes religieux, rites alimentaires, demande d'absence pour fêtes religieuses...) sont présentes dans la société, et notamment dans le cadre du travail.
Aborder l'expression du fait religieux est souvent considéré comme une question "trop piégée et compliquée du fait de sa charge symbolique et politique excessive". Les réponses apportées, ou plus souvent leur absence montrent la confusion et le manque de repères des acteurs sur ce sujet. Ce zoom propose de revenir sur le cadre juridique dans lequel s'inscrivent ces demandes tout en rappelant la complexité de leur application, ainsi que le montre le cas médiatisé de la crèche Babyloup.

Haut Conseil à l'intégration (HCI), **Expression religieuse et laïcité dans l'entreprise - Avis,** Paris, HCI, septembre 2011, 24 p.
La République laïque a consacré, depuis 1905, la séparation des Eglises et de l'Etat pour favoriser le "bien vivre ensemble", garantir la liberté de conscience -dont la liberté de culte- et distinguer les espaces publics et privés. C'est cette dernière distinction fondamentale que le HCI a souhaité préciser dans cet avis en différenciant les trois notions suivantes : La sphère publique ; Le domaine privé ; L'espace social.

FONCTION PUBLIQUE

Haut Conseil à l'Intégration (HCI), **Laïcité dans la fonction publique. De la définition du principe à son application pratique – Actes du séminaire des 8 et 9 décembre 2011 au CNAM,** Paris, 2012, La documentation Française, 156 p. (débats)
Cet ouvrage présente les actes d'un séminaire de réflexion, organisé par le HCI avec le concours de plusieurs ministères, les 8 et 9 décembre 2011. Celui-ci était destiné principalement à des cadres de la fonction publique. Ceci en préfiguration de la mise en place d'un vaste plan de formation à destination des personnels des fonctions publiques de l'Etat, hospitalière et territoriales sur la question des modalités concrètes d'application du principe de laïcité.

RELIGION, FAITS RELIGIEUX

Collectif, **La laïcité française : Un modèle unique**, in *Le Monde des religions,* n°22, mars-avril 2007, pp.6-13
Cet article détaille la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat et s'interroge sur sa possible évolution au regard des réalités actuelles. Jean Baubérot et Caroline Fourest donnent leur point de vue sur ce sujet. Les réactions des différentes instances religieuses face aux propositions du rapport Machelon, sont présentées.

Collectif, **Religion, identité et espace public : Actes de la rencontre organisée le 14 décembre 2004 à la Mairie de l'Ile-Saint-Denis,** Profession Banlieue, Saint-Denis, 2006, 82 p.
Un phénomène de société récent - la visibilité du religieux dans les espaces publics, notamment dans les territoires où se concentrent des personnes en précarité et immigrées - interroge, voire inquiète l'opinion publique. Cet ouvrage rassemble les comptes rendus d'interventions de plusieurs chercheurs spécialistes de la question, à l'occasion d'une journée thématique. Ils montrent que la sécularisation de la société se confirme avec paradoxalement une visibilité accrue du religieux, y compris radical. Cela serait dû à une remise en question de la modernité comme espace sécurisant, et aux précarités sociales plus prégnantes. Les individus les plus fragiles trouvent dans les croyances une ressource identificatoire qu'ils ne trouvent plus forcément dans le champ politique, éducatif ou social. Ce phénomène, grossit par les médias et les évènements mondiaux, renforce le racisme envers les musulmans notamment.

Collectif, **État, laïcité, religions,** in *Regards sur l'Actualité,* n° 298, février 2004, pp. 1-66.
La revue *Regards sur l'actualité* propose un dossier destiné à porter un éclairage sur les rapports entre l'État, la laïcité et les religions en France. À quelques mois du centième anniversaire de la loi de séparation des églises et de l'État du 9 décembre 1905, un article rappelle les fondements juridiques de la laïcité, tandis que le suivant présente la problématique et les enjeux de la laïcité dans l'enseignement. Puis deux prises de positions bien tranchées sont confrontées, l'une est en faveur d'un aménagement de la loi de 1905, l'autre s'opposant à toute révision. Enfin, il est fait mention du long processus qui a amené la création du Conseil français du culte musulman (CFCM) et des termes dans lesquels il s'est constitué.

DUTHU Françoise, **Le maire et la mosquée. Islam et laïcité en Île-de-France,** Paris, L'Harmattan, 2008, 257 p. (Logiques sociales)
Cet ouvrage présente les résultats d'une enquête menée en 2006 et 2007, dans cinq communes d'Ile-de-France : Argenteuil, Bobigny, Créteil, Montreuil-sous-Bois, Rosny-sous-Bois. L'auteur souhaitait analyser les politiques mises en oeuvre par les maires pour traiter des questions liées à la pratique du culte musulman et répondre ainsi à la question suivante : Dans quelle mesure ces politiques ont-elles trouvé une cohérence dans un pays marqué par l'idéologie républicaine, dans laquelle le concept de laïcité occupe une place centrale ? Tous les sujets relevant de la pratique religieuse au niveau local (organisation de l'Aïd, restauration scolaire, carrés musulmans dans les cimetières...), ont été abordés, avec un zoom particulier sur celui des mosquées, car il structure les relations entre les maires et leurs administrés de confession musulmane. L'auteur a également étudié la façon dont l'action de l'acteur public entrait en interaction avec celle de l'acteur associatif.

Espaces Dialogues, **Actes du colloque : Idéologies, religions : et la démocratie ? Qu'est-ce que la laïcité – Actes du colloque du 5 juin 2010 à Strasbourg,** Strasbourg, Espaces Dialogues, 2011, 67 p.
Ce colloque qui a eu lieu à Strasbourg le 5 juin 2010 souhaitait répondre à deux questions : Comment se situent les religions par rapport au cadre législatif français? Comment s'articulent aujourd'hui les relations entre l'État et les différentes religions ?
Tous les intervenants se sont accordés, avec des nuances, pour dire que la loi de 1905 dite "séparation des Eglises et de l'Etat" (et ses adaptations ultérieures), maintenant admise par les religions, est d'abord une grande loi de liberté publique avant d'être une loi de séparation. Dans un deuxième temps, les intervenants ont analysé ce qu'est la laïcité en France, son évolution et les efforts permanents nécessaires pour la maintenir et la faire progresser. Une rapide comparaison a été faite avec quelques pays européens et le cas de l'Alsace-Moselle a été abordé.

Haut Conseil à l'Intégration (HCI), **Les défis de l'intégration à l'école et recommandations du Haut Conseil à l'Intégration au Premier Ministre relatives à l'expression religieuse dans les espaces publics de la République**, Paris, HCI, 2011, 197 p.
Ce rapport comprend deux études distinctes : "relever les défis de l'intégration à l'école" et les recommandations du Haut Conseil à l'intégration relatives à l'expression religieuse dans les espaces publics de la République. Dans cette dernière, le HCI exprime une réflexion d'ensemble sur les rapports de la religion et de la République.

TRAVAIL SOCIAL

Collectif, **La laïcité à l'épreuve de la diversité culturelle**, in "Concilier laïcité et diversité culturelle, quels enjeux d'éducation et de société ? Actes du Forum organisé par la Ligue de l'enseignement / Fal 72 et le groupe de Recherche-Action travail social et développement communautaire - Le Mans, 18 mars 2009", pp. 8-12
Dans le cadre des "Semaines d'éducation contre le racisme", cette journée avait pour but d'échanger entre acteurs locaux sur les notions de diversité culturelle, de processus d'ethnicité et de discrimination qui questionneraient les principes de la laïcité et les pratiques éducatives à l'école, mais aussi les actions municipales et associatives en direction des jeunes.

DONNARD Gaëlle, ORIV, **Affirmation du pluralisme religieux dans les sociétés contemporaines : nouveau défi pour la laïcité ?,** in *Actualités sur...* n° 75 - mai 2012, 4 p.
Depuis plus d'un an, l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV) a engagé différents chantiers de travail autour des questionnements relatifs à la laïcité, notion au centre de nombreux débats de société et souvent méconnue. Dans ce zoom, l'ORIV propose de revenir sur les enjeux sociaux soulevés par "l'affaire" de la crèche Babyloup, qui pose la question récurrente et mouvante de la conciliation entre vivre ensemble et prise en compte de demandes particulières liées à la diversité grandissante de la société française. Comment interpréter ces demandes d'aménagement liées à des pratiques religieuses dans une société sécularisée ? Dans quelle mesure le modèle "français" de laïcité est questionné par ces demandes ? S'agit-il d'étendre l'application du principe de neutralité à l'ensemble des collectifs de travail, y compris ceux relevant du secteur privé ?

FIAND Isabelle, Coordinateur; JOVELIN, Emmanuel, Coordinateur, **Le fait religieux**, in *Forum - Revue de la recherche en travail social,* n° 128, juillet 2010, 96 p.
Ce numéro de la revue « Forum » s'intéresse au fait religieux dans le cadre du travail social. Il questionne le travail social des origines et les positions actuelles de ses acteurs, de la sélection à l'exercice professionnel en passant par la formation des travailleurs sociaux. Il montre la difficulté à clarifier le lien entre le fait religieux et le travail social, dans un contexte où les délimitations entre les sphères publiques et privées, entre l'Etat et les religions sont incertaines. Un des articles porte sur les identifications religieuses des jeunes issus de l'immigration, et un autre sur les jeunes femmes qui porte le foulard. Un article de Faïza GUELAMINE s'intitule « Former les travailleurs sociaux à la compréhension du fait religieux ».

LAZAROVA Rouja, RICHARD Raphaël, **La laïcité, un combat au quotidien**, in *La Gazette Santé-Sociale,* n° 47, déc. 2008, pp. 22-29
Cet article effectue un détour par l'histoire pour expliquer pourquoi la loi de 1905, sur la séparation des églises et de l'Etat, est plus difficile à mettre en œuvre dans le secteur sanitaire et social que dans d'autres. Ce secteur prend ses racines dans le religieux et cette empreinte est encore très profonde. En complément, ce dossier interroge la prise en compte de la laïcité par les acteurs de la prévention spécialisée et au sein des établissements de santé.

MONY Myriam, **Entre laïcité et diversité, quelles perspectives éducatives pour les jeunes enfants ?** Toulouse, Erès, 2011, 222 p. (1001 BB)
Quelles modalités professionnelles d'action émergent, dans un contexte français en tension entre les valeurs républicaines en référence à la laïcité et les valeurs défendant le respect de la diversité ? Pour y répondre l'auteur interroge notamment la manière dont peut se travailler l'interculturalité dans le processus de formation des professionnels du travail social et tout particulièrement celui des éducateurs de jeunes enfants. Comment au total faire de la diversité une thématique de reconfiguration de la laïcité évitant les enfermements culturels et les replis identitaires ?".

RICHARD Alain, **Rapport sur la loi visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le respect du principe de laïcité,** Paris, Sénat, novembre 2011, 47 p.

RUCHE Claude, **Les acteurs de terrain en recherche de repères laïques,** in Hommes et Migrations, n° 1294, novembre-décembre 2011, pp. 68-76
Dans cet article l'auteur revient sur un rapport du Haut conseil à l'Intégration consacré à "l'expression religieuse dans les espaces publics". Il y démontre comment, selon lui, ce texte fournit aux fonctionnaires, aux contractuels de l'Etat, aux acteurs de terrain des éclairages sur le positionnement laïc. Ceci par le biais de douze recommandations qui portent sur la visibilité, la réglementation et l'enseignement de la laïcité.

RAPPORTS PUBLICS

Commission nationale consultative des droits de l'homme, **La laïcité aujourd'hui : Rapport d'étape,** Paris CNCDH, déc. 2003, 21 p.
Quelle est la place de la laïcité dans la théorie des droits de l'Homme ? Comment situer les solutions françaises dans un contexte européen et international ? En quoi paraissent-elles aujourd'hui mises à l'épreuve des faits ? Quelles démarches laïques envisager : pratiques, déontologie, clarification ? Autant de questions auxquelles ce rapport, issu de la réflexion de la CNCDH, tente d'apporter les premières réponses.

Conseil d'Etat, **Rapport public 2004 : jurisprudence et avis de 2003. Un siècle de laïcité**, Paris, La documentation française, mars 2004, 479 p. (Etudes et documents)
Comme chaque année, le Conseil d'État publie son rapport d'activité. A celui-ci a été ajouté cette année un ensemble de considérations concernant le thème de la laïcité. Celle-ci y est abordée sous ses différents aspects, notamment dans ses rapports avec la neutralité, la liberté religieuse et le pluralisme d'autre part. Le Conseil étudie ses modes d'application depuis cent ans en France, en faisant appel notamment à des comparaisons avec des modèles étrangers de séparation du religieux et du politique.

Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration**, Laïcité et liberté religieuse – Recueil de textes et de jurisprudence**, Paris, Les éditions des journaux officiels, octobre 2011, 502 p.
Ce recueil de textes et de jurisprudence a pour objet de faire connaître l'ensemble des règles particulières concernant les principes de laïcité et de liberté religieuse, l'application de la laïcité dans les services publics, l'organisation des cultes et l'exercice des activités religieuses.

STASI Bernard, **Commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité dans la République, Laïcité et République, rapport au président de la République,** Paris, La Documentation française, 2003, 166 p.
Installée officiellement le 3 juillet 2003, la commission de réflexion portant sur l'application du principe de laïcité dans la République, présidée par Bernard Stasi, a rendu ses conclusions au président de la République le 11 décembre 2003. Après avoir rappelé les conditions historiques de l'apparition de la laïcité ainsi que le principe juridique qui a présidé à son application, la commission présente le résultat des nombreuses auditions effectuées auprès des acteurs concernés ainsi que les conclusions du débat et des comparaisons faites avec l'étranger. Elle réaffirme les principes de la laïcité dans l'école (interdiction des signes "ostensibles") mais aussi dans d'autres secteurs comme l'hôpital ou les prisons et elle insiste également sur la nécessité de garantir le respect de la diversité spirituelle. Ces rappels multiples ne peuvent se solder selon la commission que par l'adoption d'une loi.

OUTILS

Agence de développement des relations interculturelles pour la citoyenneté (Adric), **Agir pour la laïcité dans un contexte de diversité culturelle : des idées reçues à une pratique citoyenne : un outil pour analyser et agir,** Paris, Adric, juin 2009, 61 p.
Guide méthodologique de la laïcité, aidant à la fois à clarifier la complexité liée à cette notion (rappels historiques, sens) et à trouver des solutions pour résoudre les conflits rencontrés dans les pratiques professionnelles. Cet outil peut être utilisé par les acteurs sociaux et les élus locaux, entre autres. Des exemples concrets, issus d'expériences de terrain, illustrent les parties théoriques, donnant des réponses ou l'idée de solutions possibles. Les champs d'action concernés sont le travail, l'enseignement, l'accueil et l'accompagnement des publics, la santé, les quartiers, les relations avec les collectivités locales.

BOUZAR Dounia, **Laïcité mode d'emploi. Cadre légal et solutions pratiques : 42 études de cas,** Paris, Eyrolles, octobre 2010, 175 p.
"La laïcité est un système juridique instauré pour que les français puissent tous ensemble avoir un destin commun, avec leurs identités multiples, variées, qui peuvent d'ailleurs évoluer". Au travers de 42 études de cas sur l'application de la laïcité, Dounia Bouzar fait le point sur la loi française et les différentes jurisprudences, dans le secteur public et le secteur privé : à l'école, à l'hôpital, à la cantine, au centre de loisirs, à la piscine, à la mairie, au travail. Surtout, elle donne des solutions concrètes pour aider à s'orienter, en répondant aux questions suivantes : Sur quels critères objectifs se baser pour répondre à une demande ? Comment communiquer sur ce sujet ? Comment concilier libertés individuelles et vivre ensemble ?

Collectif, **La Laïcité,** Dossier juridique téléchargeable sur le site internet de la gazette des Communes – mars 2010 :
http://infos.lagazettedescommunes.com/905/l'essentiel-la-laicite
Au sommaire : La laïcité ; La pratique des carrés confessionnels ; Les édifices cultuels ; Les subventions aux cultespratique.

ROUQUETTE Rémi, **Cultes, laïcité et collectivités territoriales,** Paris, Le Moniteur, 2007, 375 p. (Coll. Guides juridiques)
Cet ouvrage explique les segments du droit des cultes applicables aux collectivités territoriales. En introduction, il propose un bref historique de ce droit et ses concepts fondamentaux. Il se consacre ensuite à l'étude du droit commun en "France de l'intérieur", c'est-à-dire à : l'interdiction de subventionner les cultes, la neutralité religieuse des personnes publiques, le respect de la liberté religieuse, les lieux de culte publics et privés, la question de l'enseignement privé. Pour finir, il étudie le droit local des cultes en Alsace-Moselle, dans les collectivités non départementales d'outre-mer et en Guyane, territoires où la loi de séparation des Eglises et de l'Etat n'est pas applicable.

SITOGRAPHIE

Assemblée Nationale
Textes de références législatifs et réglementaires...
http://www.assemblee-nationale.fr/12/dossiers/laicite.asp#avoir

Ceméa, Les Francas, Ligue de l'enseignement
La laïcité à l'usage des éducateurs
http://www.laicite-educateurs.org/

La Documentation française
Dossier "La laïcité : débats 100 ans après la loi de 1905"
http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/laicite/index.shtml

Haut Conseil à l'Intégration - Mission laïcité
http://www.hci.gouv.fr/-Mission-laicite-.html

Institut du Droit Local Alsacien-Mosellan
http://www.idl-am.org/

Ligue de l'Enseignement - Commission Islam et Laïcité
http://www.islamlaicite.org/

Observatoire des Religions et de la Laïcité (Bruxelles)
http://www.o-re-la.org/

Le Sceren/CNDP
Dossier "Laïcité, valeur de l'école républicaine"
http://www2.cndp.fr/laicite/presentation.htm

Sénat
Dossier d'information "Laïcité : les débats au Sénat"
http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjl03-209.html

Vie publique
Dossier "Quelle laïcité aujourd'hui ?"
http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/enjeux/citoyennete-democratie/quelle-laicite-aujourd-hui.html

BLOG

Blog de Samim AkGÖNÜL
http://akgonul.wordpress.com/

Blog de Jean BAUBEROT
http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-bauberot

LE CENTRE DE DOCUMENTATION DE L'ORIV

- 2500 références (ouvrages, périodiques, rapports…) relatives aux **champs d'intervention de l'ORIV** : intégration des populations immigrées, prévention des discriminations, politique de la ville, immigration, habitat, école, santé, participation des habitants…
- Le fonds documentaire est consultable par le biais de la **base documentaire du Réseau RECI** : http://biblio.reseau-reci.org/
- Ouvert **gratuitement à tous** : étudiants, acteurs de terrain, institutions, associations, chercheurs, etc.
- Les documents sont **empruntables**. Les consultations se font **uniquement sur rendez-vous**.
- Vous pouvez également effectuer vos **demandes d'information par mail ou par téléphone**.

Contact : **Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville** - Diane HÄSSIG, Chargée de l'Information et de la Documentation
tél. : 03.88.14.35.89 - mail : documentation@oriv.fr - www.oriv-alsace.org – 1 rue de la Course, 67000 Strasbourg